

Zeitschrift: Rapport d'activité / Comité International de la Croix-Rouge
Herausgeber: Comité International de la Croix-Rouge
Band: - (1989)

Rubrik: Finances

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

En 1989, le CICR a dû faire face à un nouvel accroissement très important de ses opérations dans les différents continents, si bien que le volume total de ses activités sur le terrain a atteint 367,9 millions de francs suisses (prestations en nature et services incluses), ce qui représente une augmentation de près de 50% par rapport à l'année précédente (246,1 millions), laquelle avait déjà enregistré une augmentation de 41% en regard de 1987. C'est assez dire l'effort demandé, tant au CICR pour faire face à ces nouveaux besoins, qu'aux donateurs pour les financer, sans parvenir d'ailleurs à les couvrir totalement puisque de nombreuses actions se soldent par des découverts. Les dépenses du budget «siège», dont le contenu restructuré au 1^{er} janvier 1989 englobe toutes les activités exercées au siège, à Genève, et à partir du siège (mais non plus celles des délégations régionales), s'élèvent à 91 millions (102,9 millions en 1988).

Le volume total de toutes les activités du CICR se chiffre ainsi à 458,9 millions de francs, soit 31% de plus qu'en 1988. Ce montant comprend les prestations en nature et services reçues et utilisées par le CICR pour un montant total de 79,2 millions de francs.

Dépenses et charges

(y compris prestations en nature et services)

	1989	1988*
	(en millions de francs suisses)	
Dépenses de la structure «siège»	91,0	102,9
Dépenses de la structure «terrain»	367,9	246,1
Total	458,9	349,0

Distribution géographique des activités

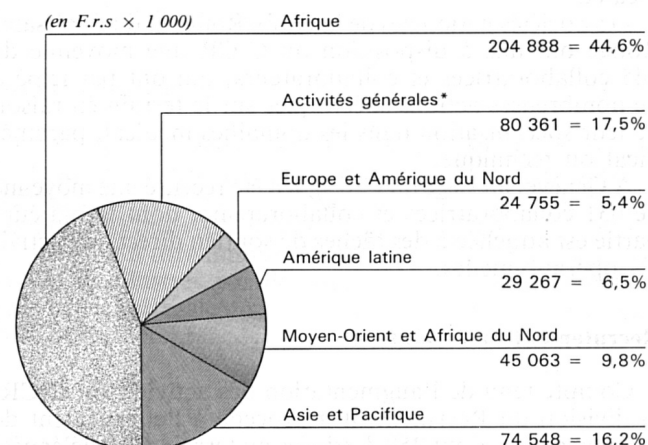
(Tableau III et Figure 1)

Année après année, on constate que l'Afrique reste au premier rang des préoccupations du CICR avec un volume d'activités représentant 44,6% du total. L'envergure des opérations de secours, le personnel et la logistique qu'elles ont exigés, notamment en Somalie, au Soudan, au Mozambique et en Angola, expliquent le niveau des dépenses dans ce continent, en augmentation de 37% par rapport à 1988.

* La comparaison entre 1989 et 1988 n'est pas totalement valable au niveau de chaque structure vu les transferts d'activités d'une structure à l'autre intervenus au 1.1.1989.

RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR RÉGION EN 1989 (y compris valeur des dons en nature/services)

(FIGURE 1)



Total: 458,882 millions de Fr.s.

* Cette rubrique regroupe toutes les activités suivantes, lorsqu'elles sont exercées au siège ou à partir du siège du CICR:

- ☐ activités de protection des victimes de conflits (division de la détention) et activités de l'Agence centrale de recherches
- ☐ activités d'assistance médicale, matérielle et aide aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
- ☐ promotion et diffusion du droit international humanitaire, information
- ☐ activités d'encadrement des opérations, de soutien et de gestion du CICR «siège» et «terrain» et charges spéciales hors budget.

Le détail de ces différentes catégories de dépenses est donné au Tableau III.

En Asie, le développement du dispositif du CICR en Afghanistan s'est poursuivi, entraînant là aussi un accroissement notable des dépenses. Les autres théâtres d'opérations tels que le Sri Lanka, Myanmar, la frontière thaïlandaise et le Cambodge, l'action à Timor-Est et les Philippines ont également contribué à l'augmentation des dépenses de 32% dans cette zone par rapport à l'année précédente.

Les opérations en Amérique latine n'ont guère varié en volume tandis que celles du Moyen-Orient (Israël, Terri-

toires occupés, Liban, Irak et Iran) croissaient légèrement (+ 12%).

Enfin, en ce qui concerne l'Europe, l'intervention du CICR en Roumanie, en décembre, s'est appuyée sur une réponse immédiate et importante des donateurs, notamment sous forme de dons en nature et en services, qui constituent l'essentiel (plus de 24 millions de francs) des dépenses engagées en 1989 dans cette action.

Dépenses et charges par genre d'activité

(Tableau III et Figure 2)

Ce sont les activités de secours matériels (+ 54%) et médicaux (+ 41%) qui ont enregistré la plus forte augmentation en 1989, représentant ensemble 251 millions de francs ou 55% du volume total. Les domaines de la protection et de l'Agence centrale de recherches (visites et autres activités en faveur des personnes déplacées et des personnes détenues ou internées dans des camps), qui n'impliquent bien entendu que des frais de personnel, ont également enregistré une croissance (+ 6%) par rapport à 1988.

L'aide aux Sociétés nationales a augmenté elle aussi, passant de 9,8 millions en 1988 à 11,6 millions en 1989 (+ 18%). L'activité identifiée sous «Support opérationnel» (des délégations) enregistre une augmentation due notamment à l'inclusion dans la structure des dépenses «terrain» de toutes les délégations régionales, pour lesquelles, en raison de leur type d'activité, les frais de fonctionnement ont comparativement un poids plus grand.

Enfin, en application d'une politique qui tient compte des risques financiers liés à la conduite des opérations et des besoins entraînés par leur développement, le CICR a pu cette année encore procéder à des attributions à des provisions pour risques opérationnels, engagements sociaux, travaux en cours et au Fonds pour investissements en immeubles.

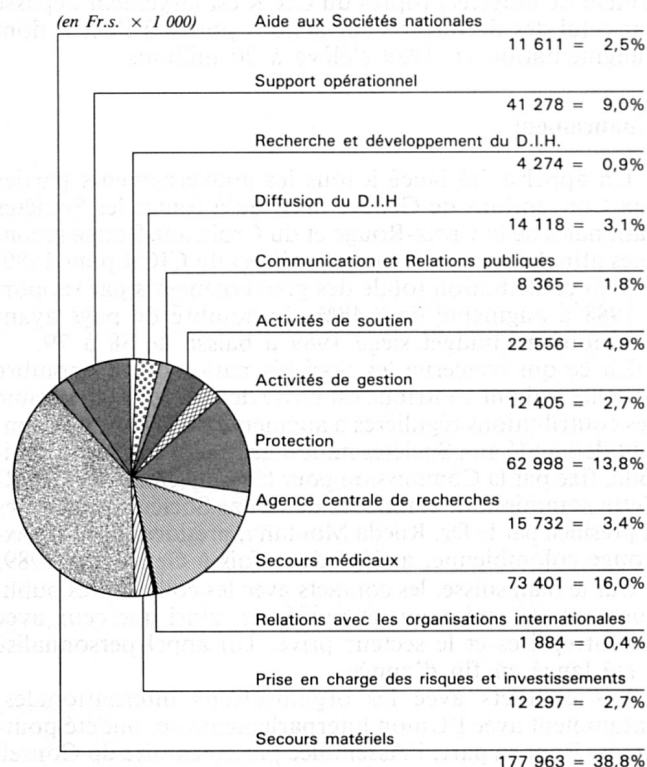
Compte de résultat et bilan (Tableaux I et II)

Devant la montée brutale des urgences rencontrées sur le terrain, le CICR a engagé la lutte simultanément sur le front de la réduction des dépenses, surtout au siège à Genève, et sur celui de l'accroissement des ressources.

Au niveau du dispositif «siège», cela a permis de réduire les dépenses de 8% et d'accroître les recettes de 11% par rapport aux budgets initiaux. En ce qui concerne les opérations «terrain», la situation se présente de façon moins favorable: en effet, malgré les compressions de dépenses réalisées dans toutes les délégations, l'année se clôture sur des découverts très importants puisque le total des dépenses s'élève à 288,7 millions, alors que les contributions reçues se montent à 256,7 millions, dont 10,3 millions affectés à des destinations particulières n'ont pas pu être utilisés en 1989

RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR GENRE D'ACTIVITÉ EN 1989

(FIGURE 2)



Total: 458,882 millions de Fr.s.

et doivent donc être reportés. Le découvert sur les actions «terrain» s'élevant à 32 millions a pu être ramené à 22,7 millions grâce à une attribution de 9,3 millions prélevée sur le résultat de la structure «siège».

Le bilan reflète l'accroissement considérable de ces découverts puisque le montant porté à l'actif au titre des «Actions à financement provisoirement déficitaire» est passé de 3,1 millions à fin 1988, à 23,1 millions à fin 1989.

Le financement provisoire de ces déficits s'est opéré au détriment du Fonds de roulement du CICR, ainsi qu'en témoigne la baisse du poste «Placements» à l'actif, de 41,4 millions à 23,9 millions (- 17,5 millions).

L'augmentation du volume des opérations sur le «terrain» a engendré, à l'actif, une hausse des avances aux délégations (+ 6 millions) et, au passif, un accroissement du poste «autres créanciers» qui représente essentiellement des fournisseurs (+ 5,3 millions).

Les Provisions et Fonds pour investissements marquent une forte croissance au bilan (+ 11,9 millions), reflétant la politique décrite plus haut face aux risques et aux besoins des opérations. Il convient de rappeler ici que cet accroissement de moyens propres du CICR est largement dépassé par celui des découverts sur actions portés à l'actif, dont l'augmentation en 1989 s'élève à 20 millions.

Financement

Un appel a été lancé à tous les gouvernements parties aux Conventions de Genève ainsi qu'à toutes les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge reconnues afin de financer le budget «siège» du CICR pour 1989.

Si la contribution totale des gouvernements par rapport à 1988 a augmenté de 8,48%, le nombre de pays ayant contribué au budget siège 1989 a baissé de 88 à 79.

En ce qui concerne les Sociétés nationales, le nombre de celles qui ont contribué est passé de 70 à 72, et la somme des contributions régulières a augmenté de 11,2%. Le montant demandé aux Sociétés nationales a été, comme d'habitude, fixé par la Commission pour le financement du CICR. Cette commission, composée de douze Sociétés nationales et présidée par le Dr. Rueda Montaña, président de la Croix-Rouge colombienne, a siégé deux fois à Genève en 1989.

Sur le plan suisse, les contacts avec les collectivités publiques ont été maintenus et renforcés, ainsi que ceux avec les entreprises et le secteur privé. Un appel personnalisé a été lancé en fin d'année.

Les contacts avec les organisations internationales, notamment avec l'Union interparlementaire, ont été poursuivis. Pour sa part, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté, lors de sa 40^e session ordinaire, une

résolution appelant, entre autres, à un appui financier en faveur du CICR et de l'ensemble du Mouvement.

En revanche, le financement des activités conduites sur le terrain par le CICR n'a pas été sans problèmes en 1989. L'accroissement marqué des opérations dans certains pays, particulièrement au Sud-Soudan, a résulté en de sérieux problèmes financiers au milieu de l'année, un déficit considérable étant prévu par rapport aux contributions reçues ou annoncées.

Un appel spécial a été lancé par le président du CICR en juillet 1989 aux ministres des Affaires étrangères des principaux pays donateurs, et des contacts ont été poursuivis à cette fin dans les capitales, ainsi qu'à Genève auprès des Missions permanentes.

Parallèlement, des efforts considérables ont été entrepris au niveau des activités afin d'en rationaliser les dépenses, sans préjudice pour les victimes.

La conjonction de la générosité accrue des donateurs et des économies effectuées a permis de réduire considérablement les déficits prévisibles, bien que ceux-ci restent encore extrêmement élevés.

Contrôle du bilan et des comptes

Les comptes du CICR pour l'exercice 1989 ont été vérifiés par la Fiduciaire Générale SA, ainsi que l'atteste la lettre figurant en page 163 du présent rapport.

Par ailleurs, les comptes de chacune des actions à financement spécial ont été révisés selon l'usage par la firme internationale KPMG Peat Marwick McLintock. Ces révisions font l'objet de rapports *ad hoc* qui seront remis aux donateurs dans le courant de l'année 1990.

BILANS COMPARÉS AU 31 DÉCEMBRE 1989/1988

(en francs suisses)

	1989	1988		1989	1988
	après affectation du résultat	après affectation du résultat		après affectation du résultat	après affectation du résultat
ACTIF			PASSIF		
DISPONIBLE			EXIGIBLE À COURT TERME		
— Caisse, chèques postaux, comptes courants bancaires	1 901 212	1 471 325	— Créanciers		
			• Sociétés nationales et Institutions diverses	383 924	3 718 910
			• Autres créanciers	18 607 460	13 308 778
			— Passifs transitoires	10 034 994	8 059 383
				29 026 378	25 087 071
RÉALISABLE			FONDS RÉSERVÉS		
— Titres	13 601 442	12 049 655	— Budget «siège»	35 845	
— Placements	23 870 441	41 416 019	— Actions de secours		2 219 984
— Débiteurs		1 367 375	— Actions à financement spécial	10 338 205	10 920 652
• Gouvernements				10 374 050	13 140 636
• Sociétés nationales et Institutions diverses	1 372 344	2 344 760			
• Autres débiteurs	1 501 078	1 180 617			
— Actifs transitoires	21 071 847	16 476 024			
	61 417 152	74 834 450	EXIGIBLE À LONG TERME		
IMMOBILISÉ			— Emprunts sur immeubles	10 734 490	14 132 695
— Immeubles	19 481 303	20 947 680			
— Matériel pour secours d'urgence	634 335	951 460	PROVISIONS		
— Mobilier et autre matériel	4 383 661	4 395 815	— Pour risques opérationnels	28 995 005	19 695 005
	24 499 299	26 294 955	— Pour engagements sociaux	7 212 967	5 562 982
			— Travaux en cours ou à engager	2 940 996	2 340 996
AVANCES AUX DÉLÉGATIONS	13 559 562	7 611 527	FONDS POUR INVESTISSEMENTS		
			— Fonds pour investissements immobiliers	15 001 365	13 501 198
ACTIONS AVEC FINANCEMENT PROVISOIREMENT DÉFICITAIRE ..	23 078 591	3 115 379	— Fonds pour investissements mobiliers		
			• Disponible	5 248 721	4 115 067
			• Part affectée	3 066 745	4 200 399
				62 465 799	49 415 647
			FONDS PROPRES		
			— Pertes et profits reportés	301 587	183 540
			— Excédent de produits	303 512	118 047
				605 099	301 587
			— Réserve générale	11 250 000	11 250 000
				11 855 099	11 551 587
TOTAL DU BILAN	124 455 816	113 327 636	TOTAL DU BILAN	124 455 816	113 327 636
FONDS FIDUCIAIRES			FONDS FIDUCIAIRES		
— Avoirs en banque	169 899	164 725	— Ayants droit	169 899	164 725
TOTAL GÉNÉRAL	124 625 715	113 492 361	TOTAL GÉNÉRAL	124 625 715	113 492 361

COMPTE CUMULÉ DES DÉPENSES/CHARGES

DÉPENSES ET/OU CHARGES (en francs suisses)	PRESTATIONS FINANCIÈRES			PRESTATIONS EN NATURE ET/OU SERVICES
	SIÈGE	TERRAIN	TOTAL	
Secrétariat de l'Assemblée et du Conseil exécutif	1 966 121		1 966 121	
Contrôleur de la gestion	513 124		513 124	
DÉPARTEMENTS				
— OPÉRATIONS	9 115 467		9 115 467	
Zones:				
• Europe et Amérique du Nord	1 886 250	643 555	2 529 805	22 002 664
• Afrique	1 932 105	159 484 909	161 417 014	42 957 732
• Asie et Pacifique	1 375 667	64 465 752	65 841 419	7 972 544
• Moyen-Orient et Afrique du Nord	1 109 371	40 099 872	41 209 243	2 269 367
• Amérique latine	899 857	23 987 395	24 887 252	4 060 211
	16 318 717	288 681 483	305 000 200	79 262 518
— SOUTIEN OPÉRATIONNEL	10 478 673		10 478 673	
— DOCTRINE, DROIT ET RELATIONS AVEC LE MOUVEMENT	7 828 896		7 828 896	
— RESSOURCES HUMAINES	8 843 812		8 843 812	
— FINANCES ET ADMINISTRATION	11 286 812		11 286 812	
— COMMUNICATION	12 127 463		12 127 463	
— ORGANISATION ET SYSTÈMES D'INFORMATION	9 088 939		9 088 939	
AUTRES ACTIVITÉS				
Placées sous la responsabilité du CICR:				
Service international de recherches Arolsen	188 849		188 849	
AUTRES DÉPENSES ET/OU CHARGES				
Dotation aux provisions pour risques opérationnels	9 300 000		9 300 000	
Dotation aux provisions pour engagements sociaux	500 000		500 000	
Dotation aux provisions pour travaux en cours ou à engager	600 000		600 000	
Dotation aux fonds pour investissements immobiliers	1 500 000		1 500 000	
Régularisation des exercices antérieurs	144 724		144 724	
Autres dépenses et/ou charges	252 060		252 060	
	12 296 784		12 296 784	
TOTAL DES DÉPENSES ET/OU CHARGES	90 938 190	288 681 483	379 619 673	
Programmes à réaliser dès 1990	35 845		35 845	
Couverture partielle des actions avec financement déficitaire	9 300 000		9 300 000	
RÉSULTAT				
Excédent de recettes et/ou produits	303 512		303 512	
TOTAL	100 577 547	288 681 483	389 259 030	79 262 518

RECETTES ET/OU PRODUITS (en francs suisses)	PRESTATIONS FINANCIÈRES			PRESTATIONS EN NATURE ET/OU SERVICES
	SIÈGE	TERRAIN	TOTAL	
CONTRIBUTIONS				
— Gouvernements	75 540 980	204 565 628	280 106 608	27 049 747
— Organisations supranationales		34 155 632	34 155 632	7 691 703
— Sociétés nationales	4 057 556	8 383 547	12 441 103	44 339 529
— Collectivités publiques		2 978 630	2 978 630	
— Sources privées	35 845	3 682 314	3 718 159	181 539
	79 634 381	253 765 751	333 400 132	79 262 518
REVENUS FINANCIERS	2 150 002		2 150 002	
PARTICIPATION DES BUDGETS TERRAIN	17 579 780		17 579 780	
AUTRES RECETTES ET/OU PRODUITS				
— Frais facturés	442 415		442 415	
— Régularisation des exercices antérieurs	263 347		263 347	
— Autres recettes et/ou produits	507 622	2 941 364	3 448 986	
	1 213 384	2 941 364	4 154 748	
TOTAL DES RECETTES ET/OU PRODUITS	100 577 547	256 707 115	357 284 662	
Attribution du budget «siège»		9 300 000	9 300 000	
REPORT				
Excédent de dépenses porté en diminution des fonds réservés aux actions à financement spécial		22 674 368	22 674 368	
TOTAL	100 577 547	288 681 483	389 259 030	79 262 518

DÉPENSES ET CHARGES DE L'EXERCICE 1989 RÉPARTIES PAR GENRE D'ACTIVITÉ

(y compris dons en nature et services)

Chiffres en Fr.s. x 1 000

GENRE D'ACTIVITÉ		BUDGET SIÈGE ET CHARGES HORS BUDGET Fr.s.	BUDGETS TERRAIN Fr.s.	TOTAL Fr.s.	%
1.	ACTIVITÉS CONVENTIONNELLES ET EXTRA-CONVENTIONNELLES ET ACTIVITÉS DIRECTEMENT LIÉES				
1.1.	ACTIVITÉS DE PROTECTION				
	EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD	518	11	529	
	AFRIQUE	1 932	15 465	17 397	
	ASIE ET PACIFIQUE	1 376	15 180	16 556	
	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	1 109	15 965	17 074	
	AMÉRIQUE LATINE	900	7 936	8 836	
	SIÈGE	2 606		2 606	
		8 441	54 557	62 998	13,8
1.2.	AGENCE CENTRALE DE RECHERCHES				
	EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD	1 613		1 613	
	AFRIQUE	514	1 823	2 337	
	ASIE ET PACIFIQUE	733	3 345	4 078	
	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	1 585	3 330	4 915	
	AMÉRIQUE LATINE	319	1 112	1 431	
	SIÈGE	1 358		1 358	
		6 122	9 610	15 732	3,4
1.3.	RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	1 884		1 884	0,4
1.4.	ACTIVITÉS MÉDICALES				
	EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD		5 782	5 782	
	AFRIQUE		19 426	19 426	
	ASIE ET PACIFIQUE		35 971	35 971	
	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD		3 994	3 994	
	AMÉRIQUE LATINE		4 446	4 446	
	SIÈGE	3 782		3 782	
		3 782	69 619	73 401	16,0
1.5.	ACTIVITÉS DE SECOURS				
	EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD		16 428	16 428	
	AFRIQUE		139 863	139 863	
	ASIE ET PACIFIQUE		6 747	6 747	
	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD		8 312	8 312	
	AMÉRIQUE LATINE		3 408	3 408	
	SIÈGE	3 205		3 205	
		3 205	174 758	177 963	38,8
1.6.	AIDE AUX SOCIÉTÉS NATIONALES DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE				
	EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD		122	122	
	AFRIQUE		2 940	2 940	
	ASIE ET PACIFIQUE		540	540	
	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD		3 947	3 947	
	AMÉRIQUE LATINE		4 062	4 062	
			11 611	11 611	2,5
	A reporter	23 434	320 155	343 589	74,9

DÉPENSES ET CHARGES DE L'EXERCICE 1989 RÉPARTIES PAR GENRE D'ACTIVITÉ

(y compris dons en nature et services)

Chiffres en Fr.s. x 1 000

GENRE D'ACTIVITÉ		BUDGET SIÈGE ET CHARGES HORS BUDGET Fr.s.	BUDGETS TERRAIN Fr.s.	TOTAL Fr.s.	%
	Report	23 434	320 155	343 589	74,9
1.7.	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE	4 274		4 274	0,9
1.8.	DIFFUSION DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE				
	EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD		2 474	2 474	
	AFRIQUE		1 746	1 746	
	ASIE ET PACIFIQUE		147	147	
	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD		2 122	2 122	
	AMÉRIQUE LATINE	7 629		7 629	
	SIÈGE				
		7 629	6 489	14 118	3,1
1.9.	COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES	8 365		8 365	1,8
2.	SUPPORT OPÉRATIONNEL DES DÉLÉGATIONS				
	EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD		281	281	
	AFRIQUE		20 451	20 451	
	ASIE ET PACIFIQUE		8 910	8 910	
	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD		6 674	6 674	
	AMÉRIQUE LATINE		4 962	4 962	
			41 278	41 278	9,0
3.	ACTIVITÉS DE SOUTIEN				
3.1.	POLITIQUE GÉNÉRALE ET SOUTIEN OPÉRATIONNEL	2 758		2 758	
3.2.	RECRUTEMENT, FORMATION ET GESTION DU PERSONNEL				
	SIÈGE ET TERRAIN	8 837		8 837	
3.3.	RECHERCHE DE FONDS ET RAPPORTS AUX DONATEURS	2 477		2 477	
3.4.	TÉLÉCOMMUNICATIONS ET SYSTÈMES D'INFORMATION	8 484		8 484	
		22 556		22 556	4,9
4.	ACTIVITÉS DE GESTION				
4.1.	GESTION FINANCIÈRE	3 241		3 241	
4.2.	CONTRÔLE DE GESTION ET ORGANISATION	1 740		1 740	
4.3.	SERVICES GÉNÉRAUX	7 424		7 424	
		12 405		12 405	2,7
5.	PRISE EN CHARGE DES RISQUES ET INVESTISSEMENTS				
5.1.	ATTRIBUTION À PROVISIONS POUR RISQUES OPÉRATIONNELS	9 300		9 300	
5.2.	ATTRIBUTION À PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS SOCIAUX	500		500	
5.3.	ATTRIBUTION À PROVISIONS POUR TRAVAUX EN COURS OU À ENGAGER	600		600	
5.4.	ATTRIBUTION AU FONDS POUR INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS	1 500		1 500	
5.5.	AUTRES DÉPENSES ET CHARGES	397		397	
		12 297		12 297	2,7
	TOTAL TOUTES ACTIVITÉS ET CHARGES	90 960	367 922	458 882	100,0

ÉTAT DES CONTRIBUTIONS

(en francs suisses)

PAYS	STRUCTURE FINANCIÈRE SIÈGE			
	Contributions régulières pour 1989	Autres contributions	Contributions aux années antérieures	Total
GOVERNEMENTS				
Afrique du Sud		29 960		29 960
Allemagne, République fédérale d'	975 700			975 700
Angola	32 100			32 100
Arabie Saoudite			316 000	316 000
Argentine			51 728	51 728
Australie	633 096			633 096
Autriche	197 625			197 625
Bahrein	83 000		75 000	158 000
Belgique	429 465		206 061	635 526
Bélieze	8 492			8 492
Biélorussie	4 000			4 000
Bulgarie			20 000	20 000
Cameroun			14 851	14 851
Canada	1 675 192			1 675 192
Chili	31 600			31 600
Chine	360 000		350 000	710 000
Chypre	27 000			27 000
Colombie	130 958			130 958
Corée, République de	246 000			246 000
Costa Rica	47 115			47 115
Danemark	987 817			987 817
Equateur	7 348			7 348
Espagne	760 214			760 214
Etats-Unis d'Amérique	12 312 000			12 312 000
Finlande	731 957			731 957
France	1 307 500			1 307 500
Grèce	183 400			183 400
Hongrie	10 000			10 000
Inde	30 887			30 887
Indonésie	92 891			92 891
Irak	54 900			54 900
Irlande	137 880			137 880
Islande	45 000			45 000
Israël	50 100			50 100
Italie	3 000 000			3 000 000
Japon	1 443 319			1 443 319
Jordanie	59 594			59 594
Koweït	100 000		100 000	200 000
Liban	253			253
Liechtenstein	100 000			100 000
Luxembourg	10 570			10 570
Malaisie	31 953			31 953
Mali	952			952
Malte	2 760			2 760
Maroc	24 101			24 101
Mexique	160 682			160 682
Monaco	27 500			27 500
A reporter	26 554 921	29 960	1 133 640	27 718 521

(en francs suisses)

STRUCTURE FINANCIÈRE TERRAIN						Total des contributions en espèces	Prestations en nature et/ou en services
Europe	Afrique	Asie et Pacifique	Moyen-Orient	Amérique latine	Total		
						29 960	
	5 272 670	6 699 400	3 596 837	2 407 800	17 976 707	18 952 407	4 828 496
						32 100	
						316 000	
						51 728	
	1 740 814	1 636 801	335 540		3 713 155	4 346 251	
	117 143				117 143	314 768	
						158 000	
		170 697	171 029		341 726	977 252	3 000 000
						8 492	
						4 000	
						20 000	
						14 851	
	4 133 208	1 149 095	691 659	770 556	6 744 518	8 419 710	
						31 600	
						710 000	
						27 000	
						130 958	
						246 000	
						47 115	
	3 229 850	3 307 800	1 050 450	894 000	8 482 100	9 469 917	571 043
						7 348	
						760 214	
	30 095 700	9 435 000	3 280 000	2 829 221	45 639 921	57 951 921	6 315 088
	3 574 705	1 712 237	999 030	1 139 987	7 425 959	8 157 916	1 066 623
	1 046 000	1 549 000	523 000	653 750	3 771 750	5 079 250	9 879 000
						183 400	
						10 000	
						30 887	
						92 891	
						54 900	
			71 669		71 669	209 549	
		5 122			5 122	50 122	
						50 100	
	4 100 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	7 700 000	10 700 000	
1 580 000	360 000	18 196 750	2 513 750	291 250	22 941 750	24 385 069	
						59 594	
						200 000	
						253	
						100 000	
	1 021 828	244 598			1 266 426	1 276 996	
						31 953	
						952	
						2 760	
						24 101	
						160 682	12 686
						27 500	
1 580 000	54 691 918	45 306 500	14 432 964	10 186 564	126 197 946	153 916 467	25 672 936

ÉTAT DES CONTRIBUTIONS

(en francs suisses)

PAYS	STRUCTURE FINANCIÈRE SIÈGE			
	Contributions régulières pour 1989	Autres contributions	Contributions aux années antérieures	Total
Report	26 554 921	29 960	1 133 640	27 718 521
Myanmar	17 000			17 000
Népal	3 000			3 000
Nigéria	8 500	22 000	8 550	39 050
Norvège	467 061			467 061
Nouvelle-Zélande	177 625			177 625
Pays-Bas	716 295			716 295
Philippines	70 367			70 367
Pologne	60 000			60 000
Portugal	145 000			145 000
Qatar			75 000	75 000
République démocratique allemande	5 000			5 000
Royaume-Uni	680 492			680 492
Saint-Marin	15 800			15 800
Salvador			34 192	34 192
São Tomé et Príncipe	1 600			1 600
Seychelles	16 992			16 992
Singapour	8 492			8 492
Saint-Vincent et Grenadines	7 992			7 992
Suède	1 256 913			1 256 913
Suisse	45 000 000			45 000 000
Syrie	7 900			7 900
Tchad	2 578			2 578
Tchécoslovaquie	100 000			100 000
Thaïlande	24 803			24 803
Togo	5 247		4 990	10 237
Tonga	11 487		6 867	18 354
Trinité-et-Tobago	1 536			1 536
Tunisie	13 950			13 950
Ukraine	16 000			16 000
U. R. S. S.	130 000			130 000
Venezuela	65 873			65 873
Zimbabwe	17 092			17 092
Moins contributions attendues au 31 décembre 1988 .			(1 397 375)	(1 397 375)
TOTAL GOUVERNEMENTS	75 609 516	51 960	(134 136)	75 527 340
ORGANISATIONS SUPRANATIONALES				
C. E. E., aide alimentaire				
C. E. E., aide d'urgence				
O. N. U., diverses agences de l'				
TOTAL ORGANISATIONS SUPRANATIONALES				
SOCIÉTÉS NATIONALES				
Afrique du Sud	10 741		9 466	20 207
Allemagne, République fédérale d'	526 719	51 030		577 749
Australie	166 146			166 146
A reporter	703 606	51 030	9 466	764 102

(en francs suisses)

STRUCTURE FINANCIÈRE TERRAIN						Total des contributions en espèces	Prestations en nature et/ou en services
Europe	Afrique	Asie et Pacifique	Moyen-Orient	Amérique latine	Total		
1 580 000	54 691 918	45 306 500	14 432 964	10 186 564	126 197 946	153 916 467	25 672 936
						17 000	
						3 000	
						39 050	
	1 173 530	1 988 681	658 000	822 432	4 642 643	5 109 704	
						177 625	
	3 988 792	1 814 634	387 492	884 838	7 075 756	7 792 051	
						70 367	
						60 000	
		20 000			20 000	165 000	
						75 000	
						5 000	
	10 057 200	1 427 000		249 000	11 733 200	12 413 692	26 518
						15 800	
						34 192	
						1 600	
						16 992	
						8 492	
						7 992	
	12 466 988	7 923 195	3 831 997	3 772 500	27 994 680	29 251 593	
	11 484 643	4 750 000	6 514 760	4 152 000	26 901 403	71 901 403	1 350 293
						7 900	
						2 578	
						100 000	
						24 803	
						10 237	
						18 354	
						1 536	
						13 950	
						16 000	
						130 000	
						65 873	
						17 092	
						(1 397 375)	
1 580 000	93 863 071	63 230 010	25 825 213	20 067 334	204 565 628	280 092 968	27 049 747
	5 367 664	18 889	62 052	485 864	5 934 469	5 934 469	7 172 213
	21 906 016	3 101 108	3 214 039		28 221 163	28 221 163	519 490
	27 273 680	3 119 997	3 276 091	485 864	34 155 632	34 155 632	7 691 703
						20 207	
	187 380	164 700	168 300	104 517	624 897	1 202 646	1 636 372*
	30 851	14 564	15 315	1 585	80 599	246 745	573 059
18 284							
18 284	218 231	179 264	183 615	106 102	705 496	1 469 598	2 209 431

ÉTAT DES CONTRIBUTIONS

(en francs suisses)

PAYS	STRUCTURE FINANCIÈRE SIÈGE			
	Contributions régulières pour 1989	Autres contributions	Contributions aux années antérieures	Total
Report	703 606	51 030	9 466	764 102
Autriche	53 025			53 025
Bahamas	3 535			3 535
Barbade	700			700
Belgique	65 044			65 044
Bulgarie	6 250			6 250
Cameroun	2 138			2 138
Canada	88 798			88 798
Cap-Vert	685			685
Chili	8 484			8 484
Chine	102 516			102 516
Colombie	25 452			25 452
Corée, République de	55 146			55 146
Danemark	63 630			63 630
Espagne	166 146	116 856		283 002
Ethiopie	8 484		7 860	16 344
Fidji	2 121			2 121
Etats-Unis d'Amérique	560 000			560 000
Finlande	18 900			18 900
France	258 057			258 057
Grèce	20 000			20 000
Haïti	5 165			5 165
Honduras	6 565			6 565
Hongrie	5 000			5 000
Inde				
Indonésie	15 554			15 554
Iran	21 231			21 231
Irlande	12 726			12 726
Islande	10 000			10 000
Italie	133 100			133 100
Japon	537 324			537 324
Kenya	781		839	1 620
Lesotho	1 000			1 000
Libye	8 500			8 500
Liechtenstein	7 500			7 500
Luxembourg	24 745			24 745
Malaisie	7 070			7 070
Maurice	1 038			1 038
Monaco	15 554	16 306		31 860
Mongolie	1 000			1 000
Népal	1 000			1 000
Nigéria	3 600			3 600
Norvège				
Nouvelle-Zélande	30 401			30 401
Ouganda				
Pakistan	12 726			12 726
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 121			2 121
Paraguay	1 000			1 000
A reporter	3 077 418	184 192	18 165	3 279 775

(en francs suisses)

STRUCTURE FINANCIÈRE TERRAIN						Total des contributions en espèces	Prestations en nature et/ou en services
Europe	Afrique	Asie et Pacifique	Moyen-Orient	Amérique latine	Total		
18 284	218 231	179 264	183 615	106 102	705 496	1 469 598	2 209 431
	100 000	70 000	20 000	60 000	250 000	303 025	3 867 617*
						3 535	
						700	
			40 800		40 800	105 844	1 569 273*
						6 250	20 588
						2 138	
13 377	202 248	265 487	42 124	48 191	571 427	660 225	950 893
						685	
						8 484	
						102 516	
						25 452	
						55 146	
						63 630	3 258 513
						283 002	183 749
						16 344	
						2 121	
	379 581	16 537	24 910	291 000	712 028	1 272 028	45 703
	211 000		1 190 750		1 401 750	1 420 650	4 977 697*
						258 057	1 757 466*
						20 000	10 000*
						5 165	
						6 565	
						5 000	6 972 000*
							10 000
						15 554	
						21 231	
						12 726	56 628
						10 000	341 705
						133 100	1 691 831*
162 672	599 160	500 434	224 695	33 812	1 520 773	2 058 097	898 292
						1 620	
						1 000	
						8 500	
		20 000	20 000		40 000	47 500	
	12 000		6 090		18 090	42 835	
						7 070	
						1 038	
	15 000		5 000		20 000	51 860	
						1 000	
						1 000	
		48 354	48 009	46 800	143 163	143 163	2 229 517
		1 924			1 924	32 325	
	171				171	171	
						12 726	
						2 121	922 345
						1 000	
194 333	1 737 391	1 102 000	1 805 993	585 905	5 425 622	8 705 397	31 973 248

(en francs suisses)

PAYS	STRUCTURE FINANCIÈRE SIÈGE			
	Contributions régulières pour 1989	Autres contributions	Contributions aux années antérieures	Total
Report	3 077 418	184 192	18 165	3 279 775
Pays-Bas	116 500			116 500
Pologne	33 936			33 936
Portugal	16 968			16 968
Qatar	3 535			3 535
République démocratique allemande	10 000			10 000
Royaume-Uni	247 452			247 452
Rwanda	2 121			2 121
Soudan	2 731			2 731
Suède	132 210			132 210
Suisse	84 134			84 134
Surinam	696			696
Syrie	10 868			10 868
Tchécoslovaquie	8 000			8 000
Thaïlande	39 592			39 592
Togo	475			475
Tunisie	2 000			2 000
Turquie				
U. R. S. S.	50 000			50 000
Uruguay	1 000			1 000
Viet Nam	4 242			4 242
Yougoslavie	5 000		5 000	10 000
Zambie	2 121			2 121
L. S. C. R. et diverses Sociétés nationales				
Moins contributions attendues au 31 décembre 1988 .			(800)	(800)
TOTAL SOCIÉTÉS NATIONALES	3 850 999	184 192	22 365	4 057 556
COLLECTIVITÉS PUBLIQUES				
Alberta, province d'				
Appenzell Rhodes Ext., canton d'				
Bellinzzone, ville de				
Berne, canton de				
Burgdorf, commune de				
Fribourg, canton de				
Genève, canton de				
Genève, ville de				
Locarno, ville de				
Lugano, ville de				
Paris, ville de				
Seine et Marne, département de				
Vandoeuvres, commune de				
Zürich, ville de				
TOTAL COLLECTIVITÉS PUBLIQUES				
SOURCES PRIVÉES		35 845		35 845
TOTAL GÉNÉRAL	79 460 515	271 997	(111 771)	79 620 741

* Les dons en nature/services pour l'action Roumanie évalués selon estimation.

** Des dons en services pour un montant de 22 112 Frs ont été faits en faveur du budget siège.

(en francs suisses)

STRUCTURE FINANCIÈRE TERRAIN						Total des contributions en espèces	Prestations en nature et/ou en services
Europe	Afrique	Asie et Pacifique	Moyen-Orient	Amérique latine	Total		
194 333	1 737 391	1 102 000	1 805 993	585 905	5 425 622	8 705 397	31 973 248
	215 724	50 000			265 724	382 224	2 079 179
						33 936	328 572*
						16 968	
			310 000		310 000	313 535	
						10 000	357 000*
	797 685	72 110	96 000		965 795	1 213 247	2 676 255
						2 121	
						2 731	
	317 051		506 458	392 897	1 216 406	1 348 616	3 432 659
			200 000		200 000	284 134	1 720 516
						696	
						10 868	
						8 000	200 010*
						39 592	
						475	
						2 000	
							62 609
						50 000	1 001 000*
						1 000	
						4 242	
						10 000	505 208
						2 121	
							3 273
						(800)	
194 333	3 067 851	1 224 110	2 918 451	978 802	8 383 547	12 441 103	44 339 529**
	17 827	17 826	17 826	17 826	71 305	71 305	
	5 000	5 000	5 000	5 000	20 000	20 000	
	1 250	1 250	1 250	1 250	5 000	5 000	
	12 500	12 500	12 500	12 500	50 000	50 000	
	250				250	250	
	7 500	7 500	7 500	7 500	30 000	30 000	
	1 500 000	500 000			2 000 000	2 000 000	
	62 500	62 500	62 500	62 500	250 000	250 000	
	2 500	2 500	2 500	2 500	10 000	10 000	
	5 000	5 000	5 000	5 000	20 000	20 000	
			254 000		254 000	254 000	
			13 075		13 075	13 075	
	5 000				5 000	5 000	
	62 500	62 500	62 500	62 500	250 000	250 000	
	1 681 827	676 576	443 651	176 576	2 978 630	2 978 630	
48 397	896 259	1 281 612	1 314 871	141 175	3 682 314	3 718 159	181 539
1 822 730	126 782 688	69 532 305	33 778 277	21 849 751	253 765 751	333 386 492	79 262 518

MOUVEMENT DES ACTIONS À FINANCEMENT SPÉCIAL EN 1989

(en francs suisses)

ACTIONS À FINANCEMENT SPÉCIAL	MOUVEMENT FINANCIER					PRESTATIONS EN NATURE ET/OU SERVICES
	SOLDES REPORTÉS AU 01.01.89	TRANSFERTS	RECETTES*	DÉPENSES	SOLDES À REPORTER AU 31.12.89	
EUROPE					1 179 174	
Actions excédentaires						
Actions déficitaires			1 822 729	643 555	1 179 174	21 980 552
AFRIQUE					878 393 (20 566 801)	
Actions excédentaires	7 794 155					
Actions déficitaires						
	7 794 155	1 048 480	130 953 866	159 484 909	(19 688 408)	42 957 732
ASIE ET PACIFIQUE					7 923 334 (725 140)	
Actions excédentaires	923 470					
Actions déficitaires	(3 115 379)					
	(2 191 909)	(78 755)	73 934 610	64 465 752	7 198 194	7 972 544
MOYEN-ORIENT					232 500 (555 887)	
Actions excédentaires	1 113 311					
Actions déficitaires						
	1 113 311	1 496 476	37 166 698	40 099 872	(323 387)	2 269 367
AMÉRIQUE LATINE					124 804 (1 230 763)	
Actions excédentaires	1 089 716					
Actions déficitaires						
	1 089 716	(337 492)	22 129 212	23 987 395	(1 105 959)	4 060 211
TOTAL					10 338 205 (23 078 591)	
Actions excédentaires	10 920 652					
Actions déficitaires	(3 115 379)					
	7 805 273	2 128 709	266 007 115	288 681 483	(12 740 386)	79 240 406

* y compris attribution du budget «siège» de Fr.s. 9 300 000.

FONDS SPÉCIAUX GÉRÉS PAR LE C.I.C.R.

FONDATION EN FAVEUR DU COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF		PASSIF	
	Fr.s.		Fr.s.
Titres en portefeuille (valeur boursière: Fr.s. 1 460 158)	1 619 265	Capital inaliénable	1 391 628
Banques	63 826	Réserve inaliénable:	335 548
Administration fédérale des contributions, Berne, impôt anticipé à récupérer	44 492	Excédent de dépenses reporté	(423)
	<u>1 727 583</u>	Comité international de la Croix-Rouge, Genève, compte courant	1 726 753
			<u>830</u>
			<u>1 727 583</u>

COMPTE DE RÉSULTAT 1989

DÉPENSES ET/OU CHARGES		RECETTES ET/OU PRODUITS	
	Fr.s.		Fr.s.
Frais bancaires	175	Revenus des titres	53 798
Droits de garde	1 220	Intérêts bancaires	1 655
Honoraires de révision	830		
Honoraires	6 500		
Frais d'achat/vente de titres	7 869		
Pertes nettes s/ventes de titres	39 282		
	<u>55 876</u>		<u>55 453</u>

RÉSULTAT

	Fr.s.
Excédent de dépenses par rapport aux recettes de l'exercice 1989	<u>423</u>

CONSTITUTION

1^{er} mai 1931

BUT

Aider le Comité international de la Croix-Rouge à déployer, en toute indépendance, les activités humanitaires qu'il exerce, en temps de paix comme en temps de guerre, dans le cadre de ses statuts.

ORGANE DIRIGEANT

Un Conseil composé de:

- deux membres nommés par le Conseil fédéral suisse,
- deux membres nommés par la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge,
- trois membres désignés par le Comité international de la Croix-Rouge, dont un, au moins, choisi parmi les plus importants donateurs.

FONDS AUGUSTA
BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF		PASSIF	
	Fr.s.		Fr.s.
Obligations	55 000	Capital inaliénable	100 000
Actions et bons de participation (prix d'acquisition)	46 692	Réserve libre pour fluctuation de cours des titres	18 470
	101 692	Excédent des dépenses reportées	(4 505)
Banques	8 126	Excédent de dépenses par rapport aux recettes de l'exercice 1989	(1 740)
Administration fédérale des contributions, Berne, impôt anticipé à récupérer	3 187	Total des fonds propres	112 225
	113 005	Comité international de la Croix-Rouge, compte courant	780
			113 005

COMPTE DE RÉSULTAT 1989

DÉPENSES ET/OU CHARGES		RECETTES ET/OU PRODUITS	
	Fr.s.		Fr.s.
Honoraires de révision	780	Revenus des titres et intérêts bancaires	4,354
Droits de garde et frais bancaires	65		
Frais d'achats/ventes de titres	315		
Perte sur ventes de titres	4 934		
	6 094		4 354

RÉSULTAT

	Fr.s.
Excédent de dépenses par rapport aux recettes de l'exercice 1989	1 740

CONSTITUTION

En 1890, à l'initiative du CICR, afin de perpétuer le souvenir de l'Impératrice Augusta, épouse de Guillaume I^{er}, qui œuvra en faveur des blessés militaires.

BUT

A subi différentes évolutions au cours des années.

Toutefois, au cours de la XXI^e Conférence internationale de la Croix-Rouge à Istamboul en septembre 1969, il a

été décidé que, jusqu'à nouvel ordre, les revenus du Fonds Augusta seraient affectés au Fonds de la Médaille Florence Nightingale. Cette décision a été confirmée lors de la XXII^e Conférence tenue en 1973 à Téhéran.

ORGANE DIRIGEANT

Vu la décision ci-dessus, en principe le même que pour le Fonds de la Médaille Florence Nightingale.

FONDS DE LA MÉDAILLE FLORENCE NIGHTINGALE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF	Fr.s.	PASSIF	Fr.s.	Fr.s.
Titres en portefeuille (valeur boursière: Fr.s. 83 805)	92 159	Capital		25 000
Stock de médailles	5 867	Réserve:		
Banques	3 392	Solde reporté de l'exercice précédent	84 275	
Administration fédérale des contributions, Berne, impôt anticipé à récupérer	1 431	Excédent de dépenses par rapport aux recettes de l'exercice 1989	(9 613)	74 662
	<u>102 849</u>	CICR, compte courant		3 187
				<u>102 849</u>

COMPTE DE RÉSULTAT 1989

DÉPENSES ET/OU CHARGES	Fr.s.	RECETTES ET/OU PRODUITS	Fr.s.
Remise de médailles, frais d'expédition et d'impression de circulaires	9 733	Revenus des titres, intérêts bancaires	4 600
Frais d'achats/ventes de titres et divers	388	Gains sur achat de titres	300
Honoraires de révision	830		
Droits de garde et frais bancaires	62		
Perte sur ventes de titres	3 500		
	<u>14 513</u>		<u>4 900</u>

RÉSULTAT

	Fr.s.
Excédent de dépenses par rapport aux recettes de l'exercice 1989, viré à la Réserve	<u>9 613</u>

CONSTITUTION

Conformément au vœu exprimé par la VIII^e Conférence internationale de la Croix-Rouge, tenue à Londres en 1907, et à la décision prise par la IX^e Conférence, tenue à Washington en 1912, un Fonds a été constitué par contributions des Sociétés nationales de la Croix-Rouge.

Le règlement a été révisé lors de la XVIII^e Conférence internationale de la Croix-Rouge à Toronto, en 1952.

BUT

Les revenus de ce Fonds sont destinés à la distribution d'une médaille, appelée «Médaille Florence Nightingale», frappée en l'honneur de l'œuvre et de la vie de Florence Nightingale.

La médaille est destinée aux infirmières et aux auxiliaires volontaires de la Croix-Rouge qui se seront distinguées d'une façon exceptionnelle, en temps de paix ou de guerre.

Elle est décernée, tous les deux ans, par le CICR, sur la base des propositions faites par les Sociétés nationales.

La médaille est accompagnée d'un diplôme sur parchemin.

Il ne peut être distribué chaque fois que 36 médailles.

ORGANE DIRIGEANT

Une Commission composée de:

- trois représentants du CICR,
- un représentant de la L. S. C. R.

FONDS CLARE R. BENEDICT

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

(exprimé en dollars USA)

ACTIF		PASSIF	
	US. \$		US. \$
Titres en portefeuille (valeur boursière: US\$ 2 548 003)	2 303 616	Fortune du Fonds	1 395 409
Placements	522 083	Provision pour variations du portefeuille:	
Débiteurs	14 977	— Solde reporté de l'exercice précédent	965 448
Comité international de la Croix-Rouge, compte courant	13 357	— Résultat des opérations sur titres	65 423
Banques	20 393		1 030 871
		Fonds de réserve pour attributions futures	2 426 280
		Résultat à affecter:	
		— Solde reporté de l'exercice 1988	150 946
		— Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1989	140 053
			157 147
	<u>2 874 426</u>		<u>297 200</u>
			<u>2 874 426</u>

COMPTE DE RÉSULTAT 1989

DÉPENSES ET/OU CHARGES		RECETTES ET/OU PRODUITS	
	US. \$		US. \$
Frais sur achats et ventes de titres	27 015	Revenus des titres et placements	146 513
Commissions et frais bancaires	329	Intérêts bancaires	2 159
Droits de garde	2 731	Gain net sur achats et ventes de titres	92 438
Honoraires de révision	2 346	Produits divers	572
Attribution à la provision pour variations sur portefeuille	65 423	Gain net sur cours des monnaies	13 309
	<u>97 844</u>		<u>254 991</u>

RÉSULTAT

	US. \$
Excédent des recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1989, viré au Compte de résultat à affecter	<u>157 147</u>
Solde bénéficiaire du Compte de résultat à affecter	
Solde reporté de l'exercice précédent	226 336
Affectation des revenus 1988, décidée par le Conseil du Fonds Benedict	(86 283)
	<u>140 053</u>
Excédent des recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1989	157 147
Solde bénéficiaire au 31 décembre 1989, à affecter	<u>297 200</u>

CONSTITUTION

1^{er} février 1968.

BUT

Les revenus du Fonds doivent être affectés à l'exécution d'actions d'assistance aux victimes des conflits

armés, conformément aux volontés exprimées par Miss Benedict.

ORGANE DIRIGEANT

Une Commission de trois personnes désignées par le CICR.

FONDS FRANÇAIS MAURICE DE MADRE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF		PASSIF		
	Fr.s.		Fr.s.	Fr.s.
Titres en portefeuille (valeur boursière: Fr.s. 2 218 682)	2 349 430	Capital:		
Placements à terme	385 000	Solde reporté de l'exercice précédent	2 674 533	
Administration fédérale des contributions, Berne, impôt anticipé à récupérer	28 461	Excédent des recettes par rapport aux dépenses au 31 décembre 1989	46 729	
Banques	12 249			
	<u>2 775 140</u>	Total des fonds propres		2 721 262
		Rente à verser		45 975
		Comité international de la Croix- Rouge, compte courant		7 903
				<u>2 775 140</u>

COMPTE DE RÉSULTAT 1989

DÉPENSES ET/OU CHARGES

	Fr.s.
Allocations	91 601
Droits de garde et frais bancaires	3 568
Honoraires de révision	1 530
Autres frais	2 603
	<u>99 302</u>

RECETTES ET/OU PRODUITS

	Fr.s.
Revenus des titres et comptes courants	145 506
Gain sur achat/vente d'obligations	525
	<u>146 031</u>

RÉSULTAT

	Fr.s.
Excédent de recettes par rapport aux dépenses au 31 décembre 1989	<u>46 729</u>

CONSTITUTION

Décision Assemblée du 19.12.1974.

BUT

Aider, au moyen de cures de repos et de convalescence, le personnel permanent ou temporaire, notamment les délégués, infirmiers ou infirmières des institutions internationales ou nationales de la Croix-Rouge, qui auront payé de leur personne au cours de leur travail, d'opérations de guerre ou de catastrophes et qui seront de ce fait dans une situation difficile ou atteints dans leur santé.

Des allocations peuvent être également accordées aux familles des collaborateurs qui ont perdu la vie dans les mêmes circonstances.

ORGANE DIRIGEANT

Un Conseil composé de:

- deux représentants de la famille,
- un représentant de la L. S. C. R.,
- deux représentants du CICR.

FONDS OMAR EL MUKTAR

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

(exprimé en dollars USA)

ACTIF	US. \$	PASSIF	US. \$
Titres en portefeuille (valeur boursière US\$ 765 376)	775 802	Capital	650 000
Banques	20 974	Comité international de la Croix-Rouge, Genève	147 443
Administration fédérale des contributions, Berne, impôt anticipé à récupérer	667		
	<u>797 443</u>		<u>797 443</u>

COMPTE DE RÉSULTAT 1989

DÉPENSES ET/OU CHARGES	US. \$	RECETTES ET/OU PRODUITS	US. \$
Frais sur achats et ventes de titres	3 248	Revenus des titres et placements	46 475
Droits de garde	610	Intérêts bancaires	1 154
Honoraires révision fiduciaire	1 429	Gain net sur achats et ventes de titres	30 308
Perte sur cours de monnaies	8 076		
	<u>13 363</u>		<u>77 937</u>

RÉSULTAT

	US. \$
Excédent de recettes par rapport aux dépenses affecté au CICR selon article 2 du règlement	<u>64 574</u>

CONSTITUTION

*Selon décision N° 5 du Conseil exécutif du 20.11.80,
confirmée par l'Assemblée de décembre 1980.*

BUT

*A partir d'un fonds en dollars, constitué par une ou plu-
sieurs donations faites par les Autorités de la Jamahiriya*

*arabe libyenne, affecter les revenus au financement des ac-
tivités générales de protection et d'assistance du CICR.*

ORGANE DIRIGEANT

*Un Conseil de trois membres formé de trois représentants
du CICR.*

FONDS PAUL REUTER

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF		PASSIF	
	Fr.s.		Fr.s.
Titres en portefeuille (valeur boursière: Fr.s. 226 450)	250 000	Capital initial	200 000
Banques	5 461	Compte de résultat:	
Administration fédérale des contributions, Berne, impôt anticipé à récupérer	2 217	Solde reporté de l'exercice précédent	28 301
		Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1989	12 469
		Comité international de la Croix-Rouge, Genève, compte courant	16 908
	<u>257 678</u>		<u>257 678</u>

COMPTE DE RÉSULTAT 1989

DÉPENSES ET/OU CHARGES		RECETTES ET/OU PRODUITS	
	Fr.s.		Fr.s.
Honoraires de révision	580	Revenus des titres et placements	11 936
Droits de garde et frais bancaires	262	Intérêts bancaires	1 521
Frais d'achats/ventes de titres	471	Gain sur achat obligations	325
	<u>1 313</u>		<u>13 782</u>

RÉSULTAT

	Fr.s.
Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1989	<u>12 469</u>

CONSTITUTION

Selon décision N° 1 du Conseil exécutif du 06.01.1983.

BUT

A partir d'un fonds initial constitué par le don du Professeur Paul Reuter de Fr.s. 200 000.—, (reçu au titre du Prix Balzan) et qui peut être augmenté par des dons et legs,

— utiliser les revenus pour encourager et promouvoir la connaissance et la diffusion du droit international humanitaire,

— et attribuer tous les deux ans un prix à cet effet pour couronner une œuvre, aider à réaliser un projet, ou rendre possible une publication.

ORGANE DIRIGEANT

— Une Commission composée d'un membre désigné par le Comité, qui la préside, et de deux collaborateurs (trices) du CICR désignés par la Direction,

— en plus, deux personnalités choisies par la Commission, en dehors du CICR, et qui forment avec elle le Jury du Prix Paul Reuter.

FONDS SPÉCIAL EN FAVEUR DES HANDICAPÉS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1989

ACTIF		PASSIF	
	Fr.s.		Fr.s.
Titres en portefeuille (valeur boursière: Fr.s. 2 196 156)	1 965 258	Capital initial	1 000 000
Placements	74 850	Compte de résultat:	
Administration fédérale des contributions, impôt anticipé à récupérer	7 971	Solde reporté de l'exercice précédent	(14 304)
Comité international de la Croix-Rouge, compte courant	170 105	Excédent des recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1989	1 067 327
Banques	48 009	Total des fonds propres	2 053 023
	<u>2 266 193</u>	Fonds réservés (projet Viet Nam)	213 170
			<u>2 266 193</u>

COMPTE DE RÉSULTAT 1989

DÉPENSES ET/OU CHARGES		RECETTES ET/OU PRODUITS	
	Fr.s.		Fr.s.
Frais d'achats/ventes de titres et autres frais bancaires	8 878	Dons divers	862
Droits de garde	1 674	Revenus des titres	91 183
Honoraires	1 730	Intérêts bancaires	884
Pertes sur ventes de titres	32 227	Gains sur ventes de titres	18 907
	<u>44 509</u>	Attribution du Comité international de la Croix-Rouge sur résultat 1988	1 000 000
			<u>1 111 836</u>

RÉSULTAT

	Fr.s.
Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice	<u>1 067 327</u>

CONSTITUTION

Selon décision N° 2 de l'Assemblée des 19/20.10.83.

BUT

- Permettre la réalisation de projets durables en faveur des personnes handicapées, en particulier par la création d'ateliers de fabrication de prothèses/orthèses, d'adaptation et de rééducation professionnelle,
- participer de cette manière à des réalisations non seulement du CICR et de Sociétés nationales, mais aussi d'autres organismes qui agissent selon les critères CICR.

ORGANE DIRIGEANT

Un Conseil composé de six personnes du CICR, soit:

- un membre du Comité, qui préside,
- le médecin-chef,
- un représentant du Département des Finances et de l'Administration,
- le responsable des programmes d'aide aux handicapés à la Division générale médicale,
- un représentant désigné par le Directeur des Opérations.



ATAG Fiduciaire Générale SA

MEMBRE D'ERNST & YOUNG INTERNATIONAL

Genève

Case postale 326
1211 Genève 3

6, rue d'Italie
Téléphone 022 21 35 27
Téléfax 022 21 35 38

13, rue Bellot
Téléphone 022 789 03 89
Téléfax 022 789 03 31

RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTROLE

sur l'exercice 1989

à l'assemblée du

COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE, Genève

Messieurs,

En notre qualité d'organe de contrôle de votre association, nous avons vérifié, en conformité des dispositions légales, les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1989.

Nous avons constaté ce qui suit :

- le bilan et le compte cumulé des dépenses/charges et recettes/produits de l'exercice concordent avec la comptabilité,
- la comptabilité est tenue avec exactitude,
- l'état de la fortune sociale et des résultats répond aux règles établies par la loi et les statuts pour les évaluations en matière de bilan.

Sur la base de notre examen, nous proposons d'approuver les comptes qui vous sont soumis.

Nous signalons que le compte cumulé des dépenses/charges et recettes/produits de l'exercice comporte une colonne qui indique les prestations en nature et services reçus par le CICR. Il s'agit là de renseignements statistiques, tenus hors comptabilité, sur lesquels nous n'avons effectué aucune vérification.

Genève, le 15 juin 1990

ATAG Fiduciaire Générale SA